



COMPTE RENDU EN BREF

CONSEIL MUNICIPAL VENDREDI 10 JUILLET 2020

Salle Polyvalente

**Réunion sans public en raison
de la crise sanitaire
Retransmission sur Facebook live**



Montluel
Marianne d'or 2018



1/ ELECTION DES DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL ET DE LEURS SUPPLEANTS POUR LES ELECTIONS SENATORIALES

En application du décret n°2020-812 du 29 juin 2020 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs, le renouvellement de la série 2 des sénateurs figurant à l'annexe 5 annexé au code électoral aura lieu le dimanche 27 septembre 2020, dans certains départements comprenant notamment l'Ain.

Tous les conseils municipaux concernés sont convoqués par décret le vendredi 10 juillet 2020, afin de désigner leurs délégués et suppléants au sein du collège électoral qui sera chargé de procéder à l'élection des sénateurs.

Les délégués et leurs suppléants sont élus sans débat au scrutin secret au secret simultanément par les conseillers municipaux, sur une même liste paritaire suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle de la plus forte moyenne, sans panachage, ni vote préférentiel.

Les candidats sont déclarés élus dans l'ordre de présentation de la liste, les premiers étant élus délégués et les suivants suppléants. L'ordre des suppléants résulte de leur ordre de présentation sur la liste.

Après dépouillement :

La liste Continuons Montluel Ensemble obtient 26 voix et sera donc représentée par :

- **16 délégués : Irène TOST, Franck GENILLON, Anne FABIANO, Christian GUILLEMOT, Karine GARNIER, Philippe BELAIR, Josette SAVARINO, Christian PRADIER, Aurore SAMIER, Patrick RENARD, Laurence RAVERO, René BERTRAND, Maryse PACCARD, Gilbert BARRIQUAND, Carine MOUSTAUD, Jean-Luc CHARVET ;**
- **8 suppléants : Virginie BECQUET, François CREVOLA, Manon RIGOLIER, Pascal JUSSEAUME, Christiane GUERRERO, Bernard BARBOLAT, Inès DUBOIS, Éric FABIANO**

La liste Bien Vivre à Montluel obtient 3 voix et sera donc représentée par :

- **2 délégués : Albane COLIN, Jean-Claude PERON**

2/ APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 26 MAI 2020

Afin de faciliter la gestion administrative, il est demandé de faire parvenir vos remarques et/ou vos souhaits de rectification par écrit dans les meilleurs délais.

Le procès-verbal est validé à l'unanimité des élus présents à la réunion du 26 mai 2020.

3/ CRISE SANITAIRE LIEE AU COVID 19 : EXONERATION DES REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LES COMMERCES DE MONTLUEL

Monsieur le Maire rappelle que depuis janvier 2020, une épidémie de Coronavirus COVID-19 s'est propagée mondialement depuis la Chine.

Le 14 mars 2020, le passage en stade 3 du plan de lutte contre l'épidémie a été décidé, imposant la mise en œuvre de mesures impératives.

Afin de ralentir la propagation du virus COVID-19, plusieurs arrêtés ministériels successifs ont interdit la poursuite de l'activité dans certaines catégories d'établissements, tels les commerces non alimentaires, les restaurants et débits de boissons, sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter.

La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19 a ensuite déclaré l'état d'urgence sanitaire pour une durée de deux mois à compter de son entrée en vigueur, prorogée ensuite jusqu'au 10 juillet inclus.

Dans ce contexte inédit, Monsieur le Maire souhaite que la Commune continue, comme elle a pu le faire pendant toute la période de confinement, à soutenir l'activité commerciale de son territoire.

Monsieur le Maire propose ainsi au Conseil Municipal que les redevances liées à l'occupation du domaine public au titre des droits de terrasse ne soient pas perçues, au titre de l'année 2020.

De même, il est proposé que les redevances liées à l'occupation du domaine public liée à des travaux dans les commerces (ex : échafaudage) ne soient pas dues, au titre de la période courant du 1^{er} avril au 31 août 2020.

En proposant ces mesures exceptionnelles, la Commune de Montluel entend soutenir les acteurs économiques de la commune.

Dans ce contexte, la Ville invite également les bailleurs des commerçants à se montrer indulgents dans le paiement des loyers.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **AUTORISE Monsieur le Maire à exonérer les commerces des redevances terrasses, au titre de l'année 2020 ;**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à exonérer les commerces des redevances d'occupation du domaine public pour les échafaudages posés sur le domaine public, dans le cadre de travaux de restauration desdits commerces, pour la période comprise entre le 1^{er} avril et 31 août 2020.**

4/ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Monsieur le Maire rappelle que les subventions allouées aux associations pour l'année 2020 ont fait l'objet d'une délibération le 30 janvier 2020, au moment du vote du budget.

Une modification est aujourd'hui à apporter à la liste des subventions du 30 janvier 2020, à savoir : attribution d'une subvention exceptionnelle de 300 € à l'association Enjoy Pilates et Bien-être.

La nouvelle subvention allouée, d'un montant total de 300,00 € est financées par la reprise de 300 € sur la provision pour subventions exceptionnelles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **ADOpte les modifications suivantes à la liste des subventions pour l'année 2020, comme suit :**

Secteur	Nom association	Montant inscrit au BP 2020	A adopter par délibération
Sports et bien-être	Enjoy Pilates et bien-être (Subvention exceptionnelle)	0,00	300,00
Somme à valoir	Provision subventions exceptionnelles	28 976,82	28 676,82

- **ACCORDE à l'association Enjoy Pilates et bien-être une subvention exceptionnelle d'un montant de 300,00 € pour l'année 2020 ;**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à mandater cette subvention.**

5/ CONSTATATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET AUTORISATION D'APPLIQUER LA DELIBERATION N°2015-11-09-981

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que suite à une ordonnance en date du 22 mars 2016, une expertise a été diligentée pour examiner l'état des bâtiments situés 7 rue du Trêve, cadastré section AB 609, et 17, passage de l'Escot, cadastré section AB 190 et se prononcer sur l'état de péril grave et imminent.

Subséquent, dès le 25 mars 2016, l'immeuble a été frappé d'un arrêté de péril imminent, sur la base du rapport d'expertise constatant les désordres sérieux des bâtiments.

La Commune a par ailleurs, sans délai, ordonné les travaux provisoires en vue de garantir la sécurité publique, conformément aux dispositions du code de la construction et de l'habitation.

Concomitamment, le propriétaire des lieux a été mis en demeure par la Commune de faire exécuter les travaux conservatoires de sécurisation de son immeuble puis les travaux à caractère définitif.

Malgré les travaux entrepris par le propriétaire, permettant dans un premier temps de lever le péril imminent, il s'avère que suite à une nouvelle dégradation de l'immeuble, ce dernier a de nouveau été frappé d'un arrêté de péril imminent édicté par le Président de la 3CM, dorénavant compétent en la matière.

Force est de constater que depuis le 11 avril 2016, le bâtiment est consolidé, de manière continue ou discontinue, par l'intérieur et par l'extérieur, notamment par la pose d'étais occupant le domaine public.

Monsieur le Maire explique que suite à l'inertie manifeste du propriétaire pour résoudre de manière définitive cette situation, il convient de constater l'occupation du domaine public depuis le 11 avril 2016 et de l'autoriser à engager toutes démarches visant à recouvrir les sommes dues en application de la délibération en vigueur.

Monsieur le Maire précise par ailleurs que les dispositions de l'article L511-6 du code de la construction et de l'habitation disposent que « le refus délibéré et sans motif légitime, constaté après mise en demeure, d'exécuter les travaux prescrits en application des articles L511-2 et L511-3 » est puni d'une peine d'emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **ACTE** que le domaine public est occupé par Monsieur T. D. au droit de l'immeuble entravant la circulation rue de l'Escot depuis le 11 avril 2016 de manière continue ou discontinue ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à appliquer la délibération n°2015-11-09-981 portant en objet "Occupation temporaire et révocable du domaine public", en vue de recouvrir les sommes dues par Monsieur T. D. pour occupation continue ou discontinue du domaine public à partir du 11 avril 2016 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à ester en justice contre Monsieur T. D. et toute autre personne physique ou morale intéressée, pour toutes questions relatives à ce dossier.

6/ FIXATION DES TARIFS DES EMPLACEMENTS LORS DE LA VOGUE

Monsieur le Maire rappelle que par délibération 2015-06-25-046 du 25 juin 2015, le conseil municipal fixait les tarifs des emplacements pour la vogue organisée par la commune au moment de la foire annuelle.

Chaque forain doit s'acquitter auprès de la commune d'un droit de place distinct des autres cas d'occupation du domaine public.

Monsieur le Maire propose d'actualiser ces tarifs et de les fixer comme suit :

Type d'exposant	Prix forfaitaire
Manèges importants type auto-tamponneuses et chenilles	177,00 €
Manèges pour enfants	55,00 €
Boutiques et jeux	27,00 €
Confiseries et loteries	42,00 €
Tirs et assimilés	66,50 €
Electricité gros manèges	46,00 €
Electricité petits manèges ou boutiques	25,50 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **FIXE** les tarifs forfaitaires tels qu'indiqués ci-dessus, à partir du 1^{er} septembre 2020.

7/ TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ;

Monsieur le Maire rappelle qu'un poste de responsable des services techniques est vacant et qu'il convient de le transformer en poste de directeur technique à temps complet.

En conséquence, Monsieur le Maire propose d'ouvrir ce poste aux titulaires du grade d'ingénieur principal de la catégorie A de la filière technique, à compter du 13 juillet 2020.

En cas de recrutement infructueux d'un fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Il devra dans ce cas justifier d'une expérience professionnelle significative comme responsable ou directeur de services techniques avec des compétences avérées dans le domaine bâtimentaire.

La rémunération sera alors calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement (ou au maximum sur l'indice majoré 555).

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **ADOpte la proposition de Monsieur la Maire ci-dessus ;**
- **MODIFIE le tableau des emplois**
- **INSCRIT au budget les crédits correspondants**
- **DIT que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 13 juillet 2020.**

8/ ADAPTATION DU REGIME INDEMNITAIRE

Monsieur le Maire expose que dans le cadre du recrutement d'un Directeur technique comme sus dit, il convient d'adapter le régime indemnitaire instauré notamment par délibération du conseil municipal en date du 28 septembre 2016.

En effet, un décret publié le 29 février 2020 modifie le décret n°91-875, relatif au régime indemnitaire, qui établit les équivalences avec la fonction publique de l'Etat des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale, dans le respect du principe de parité.

Ce décret établit une équivalence provisoire avec des corps de l'État bénéficiant du RIFSEEP afin que des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale non encore éligibles puissent bénéficier du RIFSEEP.

Aussi, lorsque les corps historiques équivalents de l'État bénéficieront à leur tour du RIFSEEP, ceux-ci seront à nouveau les corps de référence.

L'attribution du RIFSEEP aux nouveaux cadres d'emplois concernés nécessite de prendre une nouvelle délibération qui ne pourra avoir un effet rétroactif.

Parmi les cadres d'emplois désormais éligibles au RIFSEEP, est notamment concerné celui des Ingénieurs territoriaux.

Monsieur le Maire rappelle que le RIFSEEP comprend deux parts :

- L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) liée au poste qu'occupe l'agent et à son expérience professionnelle ;
- Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent.

Concernant l'IFSE, les groupes de fonctions sont déterminés par hiérarchisation. Cette indemnité est donc liée au poste qu'occupe l'agent et à son expérience professionnelle.

Les groupes de fonction sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte des fonctions d'encadrement, de pilotage, de technicité, des sujétions particulières.

Monsieur le Maire rappelle les groupes existants et qu'il convient d'ouvrir le groupe 2 au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux comme suit :

GROUPES	FONCTIONS	CADRES D'EMPLOIS
1	Fonction de Directeur général des services	Attachés
2	Responsable de service à haut niveau d'expertise technique, juridique, financière ou RH	Attachés Ingénieurs Rédacteurs Adjointes administratifs
3	Responsable de service ou d'unité dans les secteurs administratif ou technique	Attachés Rédacteurs Techniciens Adjointes administratifs
4	Responsable de service ou d'unité dans les autres secteurs d'activité	Animateurs Rédacteurs Techniciens Assistants socio-éducatifs
5	Fonctions d'application avec une compétence particulière et/ou contraintes	Adjointes administratifs Adjointes d'animation Agents sociaux Auxiliaire de puériculture
6	Fonctions d'application	Adjointes administratifs Adjointes d'animation, Agents sociaux Auxiliaire de puériculture ATSEM

Monsieur le Maire rappelle par ailleurs qu'une prime de responsabilité de 15 % du traitement brut de l'agent occupant un emploi de direction est attribuée historiquement, conformément aux dispositions du décret 88-631 du 6 mai 1988 modifié.

Il convient ici de confirmer, en début de mandat, le principe de l'attribution de cette prime dont le versement est interrompu lorsque le bénéficiaire n'exerce pas, pour quelque raison que ce soit, la fonction correspondant à son emploi, sauf en cas de congé annuel, de RTT, de congé pris dans le cadre d'un compte épargne-temps, de maladie ordinaire ou de congé pour accident de travail ou de trajet. Il est précisé que l'éventuel directeur adjoint chargé de l'intérim du fonctionnaire défaillant peut, pendant la même période, se voir attribuer le bénéfice de cette prime dans les mêmes conditions.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **ADOpte ces modifications du régime indemnitaire instauré au bénéfice des agents de la Commune ;**
- **INSCRIT au budget les crédits correspondants ;**
- **DIT que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} août 2020.**

9/ DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LE POLE PETITE ENFANCE – RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Monsieur le Maire explique que le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services.

Ce rapport doit être transmis au Conseil municipal pour qu'il en prenne acte, conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **PREND acte de la transmission du rapport annuel du délégataire relatif à la délégation de service public pour l'exploitation du pôle petite enfance de Montluel, au titre de l'exercice 2019.**

10/ DESIGNATION D'UN ELU POUR LE DEPOT ET LA DELIVRANCE D'UNE AUTORISATION D'URBANISME AU NOM DE MADAME DAUBIÉ

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que son épouse envisage de faire réaliser des travaux d'aménagement à son domicile personnel, nécessitant une autorisation d'urbanisme. Par conséquent, il va être intéressé à titre personnel.

Selon l'article L 422-7 du code de l'urbanisme, si le Maire est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis de construire ou de la déclaration préalable soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le Conseil Municipal de la commune doit désigner un autre de ses membres pour prendre la décision.

Monsieur le Maire demande donc à l'assemblée de désigner un élu pour prendre toutes les décisions relatives à la délivrance de cette autorisation d'urbanisme.

Il est précisé que Monsieur le Maire quittera la réunion afin de ne pas prendre part à la décision puisqu'il est intéressé personnellement.

Sous la présidence d'Anne FABIANO, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **DESIGNE Philippe BELAIR pour prendre les décisions relatives à tout dépôt d'autorisation d'urbanisme ainsi que tout autre document afférent à ce dossier ;**
- **AUTORISE Philippe BELAIR à signer ces décisions et tout autre document afférent à ce dossier.**

11/ ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT D'ELECTRICITE ET DE SERVICES ASSOCIES ET AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES ET/OU ACCORDS-CADRES ET MARCHES SUBSEQUENTS

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L2113-6 à L2113-8 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés ci-joint en annexe ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que, conformément au Code de l'Energie, les tarifs réglementés de vente d'électricité sont supprimés depuis le 1^{er} janvier 2016, pour les sites ex tarifs « Jaunes » et « Verts » dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVa et au 1^{er} janvier 2021.

Depuis, la loi Energie Climat adoptée et publiée au Journal Officiel du 9 novembre 2019 et ce conformément à la directive européenne du 5 juin 2019 sur les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, organise la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) d'électricité pour les consommateurs finaux non domestiques, tarifs correspondants aux contrats de fourniture d'électricité d'une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA.

En conséquence, au 1er janvier 2021, seuls les clients domestiques et les clients non domestiques employant moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de leur dernier bilan annuel n'excèdent pas deux millions d'euros, seront encore éligibles aux TRV.

Dans ce contexte, la constitution d'un groupement de commandes est envisagée pour l'achat d'électricité, coordonné par le Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain (SIEA).

Ce groupement est à même d'apporter aux pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices, une réponse à ces nouvelles dispositions réglementaires en leur permettant de se mettre en conformité avec la loi, tout en optimisant leur procédure de mise en concurrence.

Le groupement sera ouvert aux communes et leur CCAS et à tout établissement public du département de l'Ain.

Le groupement couvre l'ensemble des contrats des établissements publics, y compris ceux soumis ou pas à une obligation de mise en concurrence dans le cadre des TRV.

Le coordonnateur du groupement sera le SIEA. Il sera chargé d'organiser, dans le respect du droit des Marchés Publics, l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs prestataires afin de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

Le coordonnateur est également chargé de signer et notifier accords-cadres ou marchés qu'il conclut ; chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de leur bonne exécution.

En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux accords-cadres et marchés passés dans le cadre du groupement.

La Commission d'Appel d'Offre de groupement sera celle du SIEA, coordonnateur du groupement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 28 voix (Abstention : Nathalie Mondy)

- **ACCEPTE** les termes du projet de convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'électricité et de services associés, annexé à la présente délibération ;
- **AUTORISE** l'adhésion de la commune au groupement de commandes à intervenir ayant pour objet l'achat d'électricité et de services associés ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de groupement, et toutes autres pièces nécessaires ;
- **AUTORISE** le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de Montluel.

12/ DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT D'UN TERRAIN SIS 133 GRANDE RUE

Monsieur le Maire explique que la commune est propriétaire de la parcelle située au 133 Grande Rue à MONTLUEL (01120), d'une superficie de 32 m². Cette partie de parcelle fait partie du domaine public de la commune. La commune n'a pas d'intérêt particulier à conserver dans son patrimoine cette surface. En conséquence, il est proposé au conseil municipal d'envisager sa vente.

Vu l'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la gestion des biens et des opérations immobilières ;

Vu l'article L2111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques relatif à la consistance du domaine public des collectivités territoriales ;

Vu l'article L3111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu l'article L2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques en vertu duquel la sortie d'un bien du domaine public est conditionnée, d'une part, par une désaffectation matérielle du bien et d'autre part, par une décision administrative constatant cette désaffectation et portant déclassement du bien ;

Considérant le ténement nu contigu d'un ténement non bâti de petite contenance, en nature de voirie ou de terrain, d'emprise foncière à aliéner de l'ordre de 32 centiares environ, sis 133, grande rue à Montluel ;

Considérant la volonté de la Commune de céder cette parcelle telle qu'elle apparaît au plan ci-annexé en vue de l'extension et du développement d'un commerce SARL Reberty Village ;

Considérant que la Commune doit, au préalable, constater la désaffectation et procéder au déclassement de ce ténement afin de l'incorporer dans le domaine privé de la Commune pour pouvoir ensuite le céder ;

Considérant que ce ténement n'est pas utilisé par le public ;

Considérant que la désaffectation peut être constatée, il y a eu de déclasser ledit ténement du domaine public au domaine privé de la commune.

Monsieur le Maire explique que la parcelle n'est aujourd'hui pas accessible au public et qu'elle n'est donc pas utilisable par ledit public. Par ailleurs, elle ne répond plus aux besoins des services publics. Dès lors, la cession de cet ensemble apparaît être une opportunité de valoriser du foncier disponible et subséquemment de favoriser le développement d'une activité commerciale en cœur de ville.

Monsieur le Maire précise que le déclassement de cette parcelle est dispensé d'enquête publique conformément au respect des articles L 141-3 et L 112-8 du code de la voirie routière et des articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code général des collectivités locales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **CONSTATE** la désaffectation du domaine public de la parcelle sise 133 Grande rue comme matérialisée sur le plan joint en annexe ;
- **APPROUVE ET PRONONCE** son déclassement du domaine public communal, aux fins de le faire entrer dans le domaine privé de la commune.

13/ VENTE D'UN IMMEUBLE SIS 12 CHEMIN DE LA PIERRE/164 FAUBOURG DE LYON

Vu l'article L.3221-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques qui dispose que « les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics cèdent leurs immeubles ou leurs droits réels immobiliers, dans les conditions fixées par le Code général des collectivités territoriales » ;

Vu les dispositions du Code civil, Livre III, Titre VI ;

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que

- Le Conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune ;
- Toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du Conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles ;
- Le Conseil municipal délibère en vue de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat et que cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité ;

Considérant que le bien immobilier sis 12 Chemin de la Pierre/164 Faubourg de Lyon à MONTLUEL (01120), parcelle cadastrée AE 41, appartient au domaine privé communal,

Considérant que ledit bien n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal et que dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation ;

Considérant que la cession de l'immeuble susmentionné, appartenant au domaine privé communal relève d'une bonne gestion du patrimoine communal, les recettes générées par sa cession permettant de financer les projets communaux en cours et à venir ;

Considérant les avis rendus par le service des Domaines ;

Considérant qu'un acquéreur potentiel s'est dit intéressé par l'acquisition de ce bien et qu'un accord a été trouvé avec ce dernier moyennant le prix de 100 000 euros hors frais de notaire ;

Le Conseil municipal est donc appelé à valider la cession de cet immeuble communal et à en définir les conditions générales de vente.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 27 voix (Abstentions : Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **DECIDE** la vente de l'immeuble bâti sis 12 Chemin de la Pierre/164 Faubourg de Lyon à MONTLUEL (01120) correspondant à la parcelle cadastrée AE 41 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ainsi que Monsieur le premier adjoint ou Madame la quatrième adjointe à effectuer toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la vente de cet ensemble immobilier par vente de gré à gré, dite à l'amiable, dans les conditions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales et dont l'acte sera dressé par un notaire dans les conditions de droit commun ;
- **FIXE** le prix à hauteur 100 000 euros (cent mille euros) hors frais de notaire ;
- **INDIQUE** la désignation du bien : un immeuble bâti ancien à usage d'habitation sis parcelle cadastrée AE 41 de 85 m² ;
- **FIXE** les modalités de vente comme suit :
 - La vente s'effectuera au profit des consorts A- P sous réserve du consentement de ces derniers et de l'apport des garanties financières nécessaires ;
 - En cas de désistement des consorts A- P, la vente sera ouverte à tous. Les potentiels acquéreurs pourront visiter le bien en prenant au préalable rendez-vous auprès des services municipaux ;
 - Les documents d'urbanisme seront mis à disposition des acheteurs à l'accueil de la Mairie aux horaires habituels d'ouverture de la commune ;
- **DIT** que l'acquéreur règlera en sus les frais de notaire ;
- **CONSENT** tout pouvoir à Monsieur le Maire, Monsieur le premier adjoint ou Madame la quatrième adjointe pour mandater les expertises immobilières et diagnostics obligatoires, si les expertises déjà effectuées étaient obsolètes ou que de nouvelles obligations le justifiaient ;
- **CONSENT** tout pouvoir à Monsieur le Maire, à Monsieur le premier adjoint et à Madame la quatrième adjointe pour signer tout compromis de vente et tout acte authentique de vente ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, Monsieur le premier adjoint et Madame la quatrième adjointe à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de la cession ;
- **DIT** que publicité de cette décision de vente sera faite par affichage de la délibération.

14/ ADOPTION DU REGLEMENT DU TRAIT D'UNION

Monsieur le Maire expose qu'il est de coutume de remettre à jour régulièrement le règlement de fonctionnement des temps d'accueil périscolaires et extrascolaires, en fonction de certaines évolutions externes ou internes.

Ces modifications permettent notamment de prendre en compte la demande de certains parents de pouvoir bénéficier du centre de loisirs pour leurs enfants au cours de la première semaine d'août, alors que la structure est habituellement fermée les trois premières semaines d'août.

A titre exceptionnel, la commune souhaite pouvoir accompagner les parents qui doivent continuer une activité professionnelle pendant la période estivale, à l'issue de la période de confinement sanitaire lié au COVID 19.

Monsieur le Maire précise que le règlement et son annexe sont communiqués aux familles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **APPROUVE le règlement et son annexe modifiés ;**
- **DIT que le règlement et son annexe sont d'application immédiate.**

15/ COMMISSION DE CONTRÔLE DES LISTES ELECTORALES

Vu les articles L.7 et L.19 du code électoral ;

Considérant que dans les communes de 1 000 habitants et plus dans lesquelles deux listes ont obtenu des sièges au conseil municipal lors de son dernier renouvellement, la commission est composée :

- 1° De trois conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission, à l'exception du maire, des adjoints titulaires d'une délégation et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale ;
- 2° De deux conseillers municipaux appartenant à la deuxième liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission, à l'exception du maire, des adjoints titulaires d'une délégation et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale.

Monsieur le Maire précise qu'il transmettra à Monsieur le Préfet de l'Ain cette liste et que ce dernier procèdera à la nomination des membres de la commission par arrêté préfectoral, pour une durée de trois ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- **ARRÊTE la composition de la liste à soumettre au Préfet comme suit : Christian PRADIER, Christiane GUERRERO, Laurence RAVEROT, Nathalie MONDY, Jean-Claude PERON**

16/ COMMISSION LOCALE DU SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Monsieur le Maire expose que la commission locale est créée par délibération de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme. Elle a notamment pour mission d'assurer le suivi et la mise en œuvre des règles applicables dans le périmètre du site patrimonial remarquable.

La liste des membres nommés est soumise, pour avis, au Préfet de département.

Elle se compose :

- De membres de droit :
 - Le président de la commission : le maire de la commune ou le président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière de document d'urbanisme ;
 - Le ou les maires des communes concernées par le SPR ;
 - Le Préfet de département ;
 - Le directeur régional des affaires culturelles ;
 - L'architecte des bâtiments de France.

- De membres nommés, au nombre maximum de quinze :
 - Un tiers de représentants désignés par le conseil municipal en son sein, ou le cas échéant par l'organe délibérant de l'EPCI compétent en son sein ;
 - Un tiers de représentants d'association ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine ;
 - Un tiers de personnalités de qualifiées.

Pour chaque membre nommé, un suppléant doit être désigné.

Pour faire suite au renouvellement du conseil municipal et conformément au code du patrimoine, le conseil municipal doit désigner les élus pour siéger à la commission locale de la commune, ainsi que les personnes qualifiées, dont deux choisies au titre du patrimoine culturel et environnemental local et deux choisies au titre d'intérêts économiques locaux.

Comme pour le mandat précédent, il est proposé au conseil municipal de désigner quatre membres élus pour siéger à la commission locale.

Une fois l'avis du Préfet rendu sur la composition proposée, la commission pourra être mise en place.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'unanimité :

- **APPROUVE la composition de la commission locale du Site Patrimoniale Remarquable qui suit :**
 - **Elus de la collectivité :**

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Irène TOST	Gilbert BARRIQUAND
Philippe BELAIR	Laurence RAVEROT
Patrick RENARD	Virginie BECQUET
René BERTRAND	Anne FABIANO

- **Au titre des représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine, de nommer les membres titulaires et suppléants qui seront désignés par les organismes cités ci-après :**
 - Comité Histoire et Patrimoine de Montluel ;
 - Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de l'Ain ;
 - Fondation du patrimoine ;
 - Académie de la Dombes.
- **Au titre des personnes qualifiées, de nommer les membres titulaires et suppléants qui seront désignés par les organismes cités ci-après :**
 - Ordre des architectes ;
 - Ordre des notaires ;
 - Direction départementale des territoires ;
 - Chambre des métiers et de l'artisanat de l'Ain.

17/ ELECTION DES DELEGUES AUPRES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN (SIEA)

Vu l'article L.2121-33 et L.2121-21 du code des collectivités territoriales ;

Vu l'adhésion de la commune au Syndicat Intercommunal d'énergie et de E-communication de l'Ain ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 2010 modifiant certaines dispositions des statuts du SIEA ;

Vu la délibération du SIEA en date du 9 avril 2016 fixant le nombre de délégués suppléants par commune ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 approuvant les nouveaux statuts du SIEA ;

Considérant que les statuts du SIEA indique que dans les communes dont la population est comprise entre 5001 et 10 000 habitants il convient de désigner trois délégués titulaires et deux fois plus de délégués suppléants que de délégués titulaires ;

Le Conseil municipal doit procéder à l'élection desdits délégués.

Monsieur le Maire précise que conformément à l'article L.2121-21 du Code général des Collectivités Territoriales « *Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* ».

Si une seule candidature est déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- **ELIT les trois délégués titulaires auprès du SIEA : Romain DAUBIÉ, Irène TOST, Laurence RAVEROT ;**
- **ELITE les six délégués suppléants auprès du SIEA : Franck GENILLON, Gilbert BARRIQUAND, Christian PRADIER, Aurore SAMIER, François CREVOLA, Christiane GUERRERO.**

18/ ELECTION D'UN DELEGUE AUPRES DE LA SEMCODA

L'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que chaque collectivité territoriale actionnaire d'une Société d'Economie Mixte (SEM) a droit au moins à un représentant au Conseil d'administration.

Le Conseil municipal est donc invité à procéder à la désignation d'un représentant à la SEMCODA.

De ce fait, il est proposé de le désigner en vertu de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui dispose que le vote des délibérations doit être secret lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ou lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- **DESIGNE Anne FABIANO comme représentant de la commune auprès de la SEMCODA.**

19/ ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE CORDIEUX

Vu l'article R.2113-20 et R.2113-21 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L.2113-11 à L.2113-26 du code général des collectivités territoriales ;

Vu Loi n° 71-588 du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes ;

Vu la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;

Monsieur le Maire explique que la commission consultative de Cordieux est présidée par le Maire délégué et se réunit à Cordieux.

Elle peut se saisir de toute affaire intéressant directement la population ou le territoire de la commune associée et faire des propositions au Maire et peut également être consultée à l'initiative du maire ou du conseil municipal.

Ainsi, conformément à l'article R.2113-20 du code général des collectivités territoriales, les membres désignés par le conseil municipal de la commune, dans les conditions prévues à l'article L. 2113-23 dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la commission consultative prévue au même article, sont au nombre de cinq pour les communes associées qui comptent de 500 à 2 000 habitants.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **PROCEDE à la désignation des membres de la commission consultative de Cordieux comme suit : Virginie BECQUET, Virginie MARTINEZ, Laurent BRELOT, Chantal ROLLAND, Jean DA SILVA.**

20/ CREATION D'UNE COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2143-3 ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu l'avis de la Commission « Economie, Formation, Emploi, Urbanisme » en date du 4 mars 2015 ;

Considérant que l'article L.2143-3 impose à toute commune de 5 000 habitants et plus la création d'une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

Considérant que cette commission est chargée de dresser un état des lieux de l'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports, et d'organiser le recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées ;

Considérant que cette commission doit être composée notamment de représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées qui sont désignés par arrêté du Maire, lequel préside également la commission ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- **DECIDE de procéder à la création de la commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapée ;**
- **DIT que la liste des membres de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées sera fixée par arrêté du Maire, conformément aux dispositions de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

21/ RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS

Vu l'article 1650 du code général des impôts,

Monsieur le Maire expose qu'une commission communale des impôts directs doit être instituée.

Elle est composée :

- Du maire ou d'un adjoint délégué, président de la Commission ;
- De huit commissaires titulaires et de huit commissaires suppléants dans les communes de plus de 2000 habitants.

La durée du mandat de cette commission est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Cette commission a notamment pour rôle de donner chaque année son avis sur les modifications d'évaluation ou nouvelles évaluations des locaux d'habitation recensés par l'administration fiscale.

Monsieur le Maire explique que la désignation des commissaires doit être effectué par le Directeur régional/départemental des finances publiques dans un délai de deux mois à compter de l'installation de l'organe délibérant. Elle est réalisée à partir d'une liste de contribuable, en nombre double, proposée par délibération du conseil municipal.

Les conditions pour la désignation des commissaires sont posées par l'article 1650 du code général des impôts.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **DRESSE la liste des trente-deux contribuables à proposer au Directeur régional/départemental des finances publiques comme suit : Violaine MITANCHET, Jean-Paul AURELLE, Laurent BRELOT, Bernadette CECCALDI, Marie-Claude DATTA, Daniel DUVAL, Atila SAHIN, Marie-Noëlle BARBIER, Guy LASSUS, Bernard BARBOLAT, Pascal JUSSEAUME, Corinne ANGONIN, Pascal NIGGEMANN, Eugène TURLET, Camille RICHAUD, René GIVAUDAN, Anthony RAMBEAU, Irène TOST, René BERTRAND, Olivia DE BARROS, Maryse PACCARD, Franck GENILLON, Christian GENTIL, Arnaud MONNET, Yasmine SAHL, Saïd ALLIOUCHE, Jean GACON, Laurence RAVEROT, Jérôme BONESI, Anne-Marie TORUNSKI, Yves BROCARD, Brigitte BARRIQUAND.**

22/ DESIGNATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL AUPRES DES CONSEILS D'ECOLE

Vu l'article D. 411-1 du Code de l'éducation ;

Monsieur le Maire explique que dans chaque école, le conseil d'école est composé des membres suivants :

- Le directeur de l'école, président ;
- Deux élus :
 - o Le maire ou son représentant ;
 - o Un conseiller municipal désigné par le conseil municipal ;
- Les maîtres de l'école et les maîtres remplaçants exerçant dans l'école au moment des réunions du conseil ;
- Un des maîtres du réseau d'aides spécialisées intervenant dans l'école choisi par le conseil des maîtres de l'école ;
- Les représentants des parents d'élèves en nombre égal à celui des classes de l'école, élus selon les modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'éducation ;
- Le délégué départemental de l'éducation nationale chargé de visiter l'école.

L'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription assiste de droit aux réunions.

Ainsi, le conseil municipal doit désigner un élu au conseil d'école. Monsieur le Maire est membre de droit de ces conseils.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **PROCEDE à l'élection de Madame Karine GARNIER pour siéger au conseil de l'école Alphonse Daudet ;**
- **PROCEDE à l'élection de Madame Karine GARNIER pour siéger au conseil de l'école de Jailleux ;**
- **PROCEDE à l'élection de Madame Karine GARNIER pour siéger au conseil de l'école Saint-Exupéry.**

23/ DESIGNATION D'UN REPRESENTANT AUPRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE EMILE CIZAIN

Vu l'article R.421-14 du code de l'éducation ;

Vu l'article L. 2121-33 et l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;

Monsieur le Maire expose que le Conseil d'administration des collèges comprend notamment

- Deux représentants de la collectivité territoriale de rattachement ou, lorsque les compétences de celle-ci en matière de construction, de reconstruction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des collèges ou des lycées sont exercées, en application du 3° de l'article L. 3211-1-1 ou du 1° de l'article L. 4221-1-1 du code général des collectivités territoriales, par une métropole ou, en application de l'article L. 1111-8 du même code, par une autre collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, un représentant de la métropole, ou de la collectivité territoriale ou de l'établissement public délégataire, et un représentant de la collectivité territoriale de rattachement ;
- Deux représentants de la commune siège de l'établissement ou, lorsqu'il existe un établissement public de coopération intercommunale, un représentant de cet établissement public et **un représentant de la commune.**

A la suite du renouvellement général du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau représentant de la collectivité au sein dudit Conseil d'administration. Le Conseil municipal est donc invité à procéder à sa désignation en application de l'article L. 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **DESIGNE François CREVOLA pour représenter la Commune au Conseil d'administration du Collège Emile Cizain.**

24/ DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE AUPRES DE L'EHPAD DES TILLEULS

Vu l'article R 315-6 du code de l'action sociale et des familles ;

Monsieur le Maire explique que le conseil d'administration des établissements publics sociaux et médico-sociaux qui relèvent d'une seule commune ou d'un seul département comprend douze membres. Ce nombre est porté à treize dans le cas où l'établissement public a son siège sur le territoire d'une commune dont il ne relève pas. Ce conseil d'administration est composé notamment de trois représentants de la collectivité territoriale de rattachement, dont le maire ou le président du conseil départemental ou leur représentant respectif, en assure la présidence.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **DESIGNE, outre le Maire, Anne FABIANO et Laurence RAVEROT pour représenter la Commune au Conseil d'administration de l'EHPAD des tilleuls de Montluel.**

25/ DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COLLECTIVITE AUPRES DU CONSEIL DE LA VIE SOCIALE DE L'EHPAD DES TILLEULS

Monsieur le Maire expose que le décret n° 2004-287 du 25 mars 2004 relatif au conseil de la vie sociale, instaure que tous les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) sont dans l'obligation de créer un Conseil de la Vie Sociale, qui doit être notamment consulté pour l'élaboration ou la modification du règlement de fonctionnement et du projet d'établissement.

Ce conseil de la vie sociale est composé notamment d'un représentant de la collectivité territoriale de rattachement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **DESIGNE Laurence RAVEROT pour représenter la Commune au Conseil de vie sociale de l'EHPAD des tilleuls de Montluel.**

26/ DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DE LA COLLECTIVITE A LA COMMISSION D'ATTRIBUTION DES PLACES AU SEIN DU POLE PETITE ENFANCE

Monsieur le Maire rappelle que l'accueil des jeunes enfants est organisé via un règlement de fonctionnement contractualisé dans les pièces de la délégation de service public. Ce règlement comprend les modalités d'accueil (régulier, occasionnel et d'urgence), cependant il n'est pas spécifié l'existence d'une commission d'attribution des places au sein du pôle petite enfance et de facto, sa composition.

Aussi dans un souci de transparence, par délibération n°2019-02-07-016 du 7 février 2019, une commission d'attribution des places a été créée et qui est composée notamment

- De l' élu délégué du secteur enfance ou de son représentant ;
- D'un élu désigné par le Conseil municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **ELIT Josette SAVARINO pour représenter la Commune à la Commission d'attribution des places au sein du pôle petite enfance de Montluel.**

27/ DESIGNATION DES ELUS AU SEIN DU COMITE DE GESTION PARTICIPATIVE DU TRAIT D'UNION

Monsieur le Maire expose que le Trait d'Union municipal de Montluel bénéficie d'un agrément de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain.

Dans le cadre de cet agrément, la commune s'est engagée à mettre en place et à animer un comité de gestion participative, composé d'élus, d'habitants, et de professionnels.

Outre le Maire, membre de droit, ou son représentant, il convient de nommer deux élus qui siègeront au sein du comité de gestion participative.

Il est précisé au préalable que le représentant de Monsieur le Maire au comité de gestion participative sera Madame Anne FABIANO.

Monsieur le Maire précise que les élus qui siégeront au sein du comité de gestion participative pourront également être appelés à participer aux commissions sectorielles et au comité de suivi du Trait d'Union.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **ELIT Laurence RAVEROT et Jean-Luc CHARVET pour représenter la Commune au comité de gestion participative du Trait d'Union.**

28/ DESIGNATION DES ELUS AU COMITE DE JUMELAGE

Vu l'article L.2121-33 et L.2121-21 du code des collectivités territoriales ;

Monsieur le Maire expose que la Ville de Montluel est membre de l'association dénommée « Comité de jumelage » qui a pour but de favoriser au niveau européen, les échanges avec les Villes jumelées et d'organiser et favoriser les rencontres, visites et séjours des délégations de ces villes.

A la suite du renouvellement général du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants de la collectivité au sein dudit Conseil d'administration du Comité de jumelage conformément aux statuts de ladite association.

A cet égard, il est précisé à l'assemblée délibérante que la Ville compte, en tant que membre de droit :

- Le Maire de la commune ou son représentant,
- Un délégué désigné par le Conseil municipal.

Le Conseil municipal est donc invité à procéder à sa nomination en application de l'article L. 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est précisé au préalable que le représentant de Monsieur le Maire au Conseil d'administration du comité de jumelage sera Madame Laurence RAVEROT.

Monsieur le Maire rappelle que le vote des délibérations doit être secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **DESIGNE Jean-Luc CHARVET pour représenter la Ville au Conseil d'administration du comité de jumelage.**

29/ DESIGNATION DES ELUS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE MUNICIPAL DE LA CULTURE DE MONTLUEL (OMCM)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Ville de Montluel est membre du Conseil d'Administration de la l'OMCM.

A la suite du renouvellement général du Conseil municipal, il convient de procéder à la désignation des nouveaux représentants de la collectivité au sein dudit Conseil d'administration de l'OMCM. A cet égard, il est précisé à l'assemblée délibérante que la Ville compte, en tant que membre de droit quatre élu délégué désigné par le Conseil municipal.

Le Conseil municipal est donc invité à procéder à sa nomination en application de l'article L. 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Monsieur le Maire rappelle que le vote des délibérations doit être secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (3 voix pour Nathalie Mondy) :

- **ELIT François CREVOLA, Christian GUILLEMOT, Gilbert BARRIQUAND, Philippe BELAIR pour représenter la commune au conseil d'administration de l'OMCM.**

30/ DESIGNATION D'UN ELU CHARGÉ DES QUESTIONS DE DEFENSE

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il y a lieu de désigner le conseiller municipal chargé des questions de défense.

Monsieur le Maire rappelle que le vote des délibérations doit être secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **ELIT Philippe BELAIR comme élu en charge des questions de défense.**

31/ VOEU

Monsieur le Maire expose que suite à la crise sanitaire liée au COVID 19, la poste de Montluel a été fermée pendant une longue période et que depuis le 11 mai, le bureau fonctionne sur des horaires restreints qui pénalisent l'accès à ce service public notamment par les usagers les plus fragiles.

Monsieur le Maire précise que par courrier en date du 17 juin 2020, il a demandé au directeur de secteur de faire le nécessaire pour un retour à la normale le plus rapide possible, en soutenant notamment aux agents de la poste favorables à cette action.

Le 23 juin, le Directeur de secteur a informé la collectivité qu'il essaierait d'ouvrir le bureau de poste du lundi au samedi, à l'exception du mardi.

Même si la commune se satisfait de cette action du directeur de secteur, elle émet le vœu d'un retour à la rapide à la normale, indispensable aux usagers de la Poste qui doit rester un service public de proximité, au service des populations et des collectivités.

A la demande de Madame Albane COLIN la séance est interrompue pendant trois minutes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité de 26 voix (abstentions : Albane COLIN, Jean-Claude PERON, Nathalie MONDY) :

- **ADOpte ce vœu qui sera transmis au bureau de poste de Montluel ainsi qu'à la direction régionale de la poste.**

FIN DE LA REUNION A 21h50

Fait à Montluel, le 13 juillet 2020

Le Maire,
Romain DAUBIÉ



Affiché et publié, le 15 juillet 2020